

TERMES DE RÉFÉRENCE

Consultant(e) international(e) spécialiste en analyse de données

Projet : Renforcer la cohésion sociale en Haïti au travers de mécanismes de redevabilité et de transparence opérationnels

1. Contexte

Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) en Haïti a pour mandat de renforcer les capacités des acteurs nationaux, y compris les organisations de la société civile, pour la protection et la promotion des droits de l'homme.

L'un des principaux facteurs qui entravent le respect et la jouissance effective des droits de l'homme en Haïti est la corruption, notamment pour les personnes vivant au niveau local. Elle affaiblit les institutions publiques et limite leur capacité à offrir des services publics adéquats tels que l'éducation, la santé, la sécurité et la justice aux Haïtiens et Haïtiennes, tout en compromettant gravement le développement socio-économique et l'État de droit dans le pays.

À l'échelle locale, la corruption exacerbe les inégalités sociales en privant les communautés vulnérables, déjà marginalisées par la pauvreté, d'un accès équitable à des conditions de vie dignes. Par ses différentes manifestations, qu'il s'agisse des pots-de-vin, du favoritisme ou du détournement des fonds publics, la corruption entrave la justice sociale et l'égalité des chances qui sont pourtant indispensables à un développement inclusif et durable.

En dépit de ses répercussions, les données empiriques sur l'impact de la corruption sur les conditions de vie des Haïtiens et Haïtiennes, en particulier au niveau local, sont encore très rares. Cette absence de données sur l'impact de la corruption sur le quotidien des populations marginalisées constitue une lacune majeure qui freine les efforts des acteurs nationaux et internationaux pour combattre efficacement ce fléau en Haïti. En effet, les rapports existants se concentrent souvent sur des indicateurs macroéconomiques ou des perceptions générales, sans réellement prendre en compte de l'expérience concrète des communautés locales, où la corruption entrave l'accès à des services tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et la justice. Sans une meilleure compréhension des répercussions spécifiques de la corruption sur la vie quotidienne des Haïtiens et Haïtiennes, les initiatives visant à lutter contre ce fléau risqueraient d'être inefficaces, car elles ne seraient pas fondées sur des données solides permettant de concevoir des réponses ciblées et adaptées aux réalités locales.

Face à cette réalité, le HCDH a décidé de mener une enquête basée sur les expériences des populations locales affectées par la corruption, en collaboration avec l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC). Une telle enquête permettra non seulement de mieux documenter l'ampleur de ce phénomène sur les conditions de vie socio-économiques des Haïtiens au niveau local, mais

aussi de renforcer la crédibilité des efforts de promotion de la transparence et de mise en place d'une gouvernance plus inclusive et respectueuse des droits de l'homme. Elle permettra également de donner une voix aux personnes marginalisées et vulnérables, souvent privées des moyens de faire valoir leurs droits, tout en s'assurant que les stratégies et interventions mises en place pour lutter contre ce phénomène en Haïti répondent à leurs besoins réels et respectent leur dignité.

Dans le cadre de cette enquête, le HCDH souhaiterait engager un(e) consultant(e) international(e) spécialiste en analyse de données en vue de l'appuyer dans la conduite de cette enquête et plus spécifiquement dans le traitement des données recueillies. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcer la cohésion sociale en Haïti au travers de mécanismes de redevabilité et de transparence opérationnels », financé par le Fonds de consolidation des Nations Unies pour la paix (PBF).

2. Responsabilités

Les responsabilités de l'analyste comprendront :

- a) La liaison avec le partenaire de mise en œuvre (l'entreprise d'enquête) ;
- b) L'examen de la qualité de la collecte des données ;
- c) L'offre des conseils professionnels sur tout problème lié au processus de collecte des données et ayant une incidence sur la qualité de celles-ci ;
- d) Le nettoyage, la gestion et l'analyse des données ;
- e) La réalisation d'analyses statistiques et la rédaction du rapport final.

3. Durée

L'analyste des données sera engagé pour une période de trois (3) mois, à compter de la date de signature du contrat.

L'analyste devra effectuer au moins une mission en Haïti pour rencontrer l'entreprise chargée de la mise en œuvre de l'enquête afin de s'assurer de la qualité de la collecte des données et de recueillir des informations supplémentaires qui seront utilisées dans le rapport final.

4. Livrables

Les livrables énumérés ci-dessous seront soumis au HCDH :

- ✓ **Produit 1** : un rapport de démarrage détaillant la méthodologie de traitement des données et le calendrier de réalisation de la mission ;

- ✓ **Produit 2 : une analyse documentaire** des recherches existantes sur la corruption en Haïti et son impact, y compris une évaluation des interventions menées par les acteurs nationaux et internationaux ainsi que leur efficacité ;
- ✓ **Produit 3 : un ensemble de données finales nettoyés, accompagné d'un rapport** expliquant le processus de nettoyage et d'organisation des données ;
- ✓ **Produit 4 : un rapport final** fournissant une analyse approfondie des données collectées et identifiant les mécanismes par lesquels la corruption compromet les droits fondamentaux des populations locales au quotidien. Ce rapport devra également inclure des recommandations sur les stratégies et les interventions à mettre en œuvre par les acteurs nationaux et internationaux pour renforcer la lutte contre la corruption et promouvoir une gouvernance transparente et respectueuse des droits de l'homme en Haïti.

5. Expérience et qualifications

✓ **Formation**

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme universitaire (Licence ou Master) en statistiques, économie, sciences sociales, sciences politiques, droit ou tout autre discipline connexe.

Une formation en analyse de données, en droits de l'homme, en gouvernance, transparence ou lutte contre la corruption sera un atout.

✓ **Expérience**

Avoir au moins trois (3) années d'expérience en analyse de données, notamment dans le domaine en lien avec la gouvernance, la corruption et les droits de l'homme

Expérience avérée dans la collecte et l'exploitation des données issues d'enquête de terrain dans le contexte haïtien

Une connaissance avérée du contexte socio-politique haïtien et des enjeux liés à la corruption serait un atout

Expérience dans l'élaboration de rapports analytiques avec une dimension programmatique notamment en termes de mobilisation de ressources serait atout

✓ **Langue**

Une excellente maîtrise du français (écrit et oral)

Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout

La compréhension du créole haïtien est un atout

✓ **Compétences**

Une maîtrise des outils d'analyse de données tels que Stata ou R

Expertise en matière d'analyse statistique et de méthodologie d'enquête, y compris la méthodologie d'échantillonnage

Expérience du soutien à la mise en œuvre d'enquêtes dans des contextes difficiles

Capacité à synthétiser des informations complexes et à produire des recommandations assorties d'une dimension programmatique

Excellente capacité de rédaction de rapports analytiques

Sens de l'éthique et de l'engagement en faveur des principes de transparence et de protection des droits de l'homme

6. Paiement

Le paiement se fera en trois temps, sur la base des livrables et après leur validation d par le HCDH.

- ✓ **30% du montant total du contrat**, après la soumission un rapport de démarrage détaillant la méthodologie de traitement des données et le calendrier de réalisation de la mission.
- ✓ **40% du montant total du contrat**, après la soumission des données finales nettoyés, accompagné d'un rapport expliquant le processus de nettoyage et d'organisation des données.
- ✓ **30% du montant total du contrat**, après la soumission du **rapport final** fournissant une analyse approfondie des données collectées et incluant des recommandations sur les stratégies et les interventions visant à renforcer la lutte contre la corruption en Haïti.

7. Soumission des candidatures :

La soumission doit comprendre une offre technique et financière :

a) Une offre technique

L'offre technique doit contenir :

- ✓ Une note explicative sur la compréhension des TDRs ;

- ✓ Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- ✓ Un CV du/de la candidat(e) en y incluant les expériences développées dans les activités similaires.

b) Une offre financière

L'offre financière doit indiquer le montant total du forfait. Ce montant doit être détaillé en tenant compte des honoraires et d'autres frais relatifs à la mission.

FORMULAIRE D’EVALUATION

Les propositions technique et financière des candidats seront évaluées en utilisant la matrice suivante :

CRITERE D’EVALUATION

Etape	PROPOSITION TECHNIQUE	Point Maximal
1. Examen préliminaire	Vérification des documents requis : a) Proposition financière signée, b) Vérification de la liste des consultants non admissibles, c) Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité signée, d) CV à jour, e) Proposition technique : brève description des raisons pour lesquelles le candidat estime qu'il est apte à fournir la consultation, la méthodologie à utiliser, la description des outils et le calendrier des activités, incluant résultats respectifs.	Non applicable
2. Evaluation Technique	A. EDUCATION	15 points
	<p>Une formation universitaire (niveau Licence ou Master) en statistiques, économie, sciences sociales, sciences politiques, droit ou tout autre discipline connexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Minimum Licence ou master : 13 points ✓ Doctorat : 15 points <p>* Les diplômes doivent être dans les domaines relatifs à cette consultation, tels qu'indiqués dans les termes de référence : statistiques, économie, sciences sociales, sciences politiques, droit ou tout autre discipline connexe</p>	
	B. EXPERIENCE GENERALE	16 points
	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins trois (3) années d'expérience en analyse de données, notamment dans le domaine en lien avec la gouvernance, la corruption et les droits de l'homme (8 points) • Avoir une expérience avérée dans la collecte et l'exploitation des données issues d'enquête de terrain dans le contexte haïtien (8 points) 	
	C. EXPERIENCE SPECIFIQUE	15 points
	<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne connaissance du contexte socio-politique haïtien et des enjeux liés à la corruption serait un atout (8 points) • Expérience dans l'élaboration de rapports analytiques avec une dimension programmatique notamment en matière de mobilisation de ressources (7 points). 	
	D - COMPÉTENCE LINGUISTIQUE	5 points
Maitrise du français et compréhension du créole haïtien souhaité (5 points)		
E - COMPRÉHENSION DE LA MISSION	19 points	

Compréhension de l'exigence : Dans quelle mesure le/la consultant (e) comprend-il ou-t-elle la tâche à accomplir ? **4 points**

Description de l'approche et de la méthode du/de la consultant (e) pour satisfaire ou dépasser les exigences du mandat. Les aspects importants de la tâche ont-ils été expliqués suffisamment en détails ? **4 points**

Les différentes composantes de la mission sont-elles suffisamment élaborées et dans la méthodologie ? **3 points**

La proposition est-elle fondée sur des critères objectifs permettant d'apprécier l'atteinte des différents livrables intermédiaires et finaux ? **3 points**

Évaluation du plan de mise en œuvre proposé, y compris si les activités sont correctement séquencées et si celles-ci sont logiques et réalistes. Le cadre de travail conceptuel adopté est-il approprié aux termes de référence ? **3 points**

Démonstration de la capacité de planifier, d'intégrer et de mettre en œuvre efficacement les mesures de durabilité dans l'exécution du contrat. **2 points**

	POINT MAXIMAL DE L'EVALUATION TECHNIQUE (100 *70%)	70 points
--	--	-----------

	PROPOSITION FINANCIERE	30 points
--	------------------------	-----------

3. Evaluation Financière

CRITERE D'EVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE

Le nombre de points maximal sera attribué à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions recevront des points en proportion selon la formule suivante :

$$P = y (\mu/z)$$

Où :

p = Notation de la proposition financière évaluée

y = nombre maximal de points attribué à l'offre financière

μ = montant de la proposition la plus basse z =

montant de la proposition évaluée